# Informations générales

Email de contact : sp-fougeres-vitre-territoires@ille-et-vilaine.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 01 décembre 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté d’Agglomération

Nom de la structure porteuse : Fougères Agglomération

Si protocole de préfiguration : date de signature :

# Signataires

Nature des signataires du CRTE :

* EPCI
* Banque des Territoires
* Département

# Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

* PCAET
* PLH
* Projet alimentaire territorial
* SAGE
* SCOT
* schéma mobilité

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

* OPAH
* ORT

Liste des programmes de l’ANCT intégrés :

* Action cœur de ville
* Petits villes de demain
* France services

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs… :

* orientation 1 : développement des mobilités respectueuses de l’environnement et de la santé
* orientation 2 : performance énergétique des bâtiments, développement des énergies renouvelables, préservation de l’environnement et adaptation au changement climatique
* orientation 3 : renouvellement urbain et maîtrise de la consommation foncières
* orientation 4 : ancrage durable des acteurs économiques
* orientation 5 : action en faveur de la cohésion sociale
* orientation 6 : optimisation et sécurisation des équipements existants

Réalisation d’un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l’élaboration du CRTE : Oui

# Plan d’action

Domaines d’action publique couverts :

* Pratique agricole durable, agro-écologie
* Restauration et alimentation durable
* Espaces publics, espaces verts
* Extension urbaine maîtrisée
* Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau,chaleur…)
* Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
* Gestion des risques (inondations…)
* Gestion quantitative et qualitative de l’eau
* Emploi et Insertion
* Commerce, artisanat de proximité
* Efficacité énergétique
* Production d’énergies renouvelables
* Mobilités douces
* Transports en commun
* Véhicules électriques, hybrides, GNV, bornes de recharge…
* Sport
* Loisirs
* Formation professionnelle
* Education
* Accès à un logement de qualité
* Vivre ensemble, interdépendance et solidarité
* Tiers Lieux
* Santé et soins
* Usages et inclusion numériques

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 4

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 0

# Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

* Etat
* EPCI
* Département
* Banque des territoires
* Si besoin autres partenaires comme l’ADEME
* Région

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées : Conférence des maires et Conseil de développement

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : 2

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : 2

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : Consultation publique/citoyenne, Ateliers, Concertation élus/techniciens, et Questionnaires / enquête numérique

Existence d’un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Oui

Domaines d’action publique de la coopération interterritoriale :

* Restauration et alimentation durable
* Logistique et Fret
* Mobilités douces
* Organisation des déplacements
* Transports en commun
* Santé et soins

Définition d’indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Oui

État des lieux écologique renseigné à l’aune des 13 indicateurs du socle national : Non

Recours à la grille d’analyse ex-ante des actions : Oui

# Ingénierie et financement

Recrutement d’un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d’un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l’ingénierie locale :

Mobilisation d’une ingénierie externe :

Existence d’une maquette financière annexée (ou d’un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : 0€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d’investissement : 2.04M€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : 944 773€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs Plan de relance : 452 231€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : 464 185€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : 0€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : 0€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : 0€